

Cote du document:	EB 2018/LOT/P.7/Rev.1
Date:	15 avril 2018
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt au Belize pour le Programme de résilience du monde rural au Belize

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Luisa Migliaccio
Chargée de programme de pays
Division Amérique latine et Caraïbes
téléphone: +39 06 5459 2391
courriel: l.migliaccio@ifad.org

Oliver Page
Spécialiste principal du climat
et de l'environnement
téléphone: +39 06 5459 2661
courriel: o.page@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Fonctionnaire principale de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Carte de la zone du programme	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du programme	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du programme	3
C. Composantes et résultats	3
III. Exécution du programme	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du programme	7
A. Coût du programme	7
B. Financement du programme	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Recensement et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation.	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	10
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	10
VII. Recommandation	10
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	10

Sigles et abréviations

PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
UGP	Unité de gestion du programme

Carte de la zone du programme

Belize

Programme de résilience du monde rural au Belize

Rapport de conception



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
Source: FIDA, 04/10/2017

Belize

Programme de résilience du monde rural au Belize

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	Belize
Organisme d'exécution:	Ministère du développement économique, du pétrole, de l'investissement, des échanges et du commerce
Coût total du programme:	20,0 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	8 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans avec un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Cofinanceur:	Fonds vert pour le climat
Montant du cofinancement:	8,0 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur:	3,2 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,8 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur du Belize pour le Programme de résilience du monde rural au Belize, telle qu'elle figure au paragraphe 65.

Proposition de prêt au Belize pour le Programme de résilience du monde rural au Belize

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Bien qu'il soit situé sur le continent nord-américain, le Belize est classé parmi les petits États insulaires en développement, parce qu'il souffre des vulnérabilités et difficultés auxquelles est typiquement confronté ce groupe de pays. Avec un revenu national brut (en 2010) de 4 490 USD par habitant, le Belize est par ailleurs considéré comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. L'économie se caractérise toutefois par de fortes inégalités, car seule une petite fraction de la population travaille dans les segments les plus performants du tourisme, de l'agriculture et des services. La pauvreté en milieu rural touche 55% de la population, soit deux fois plus qu'en ville, et une proportion supplémentaire de 14% est considérée comme vulnérable à la pauvreté.
2. L'agriculture contribue de façon notable, quoique irrégulière, à l'économie nationale: sa contribution au PIB, lequel s'élevait à 1,76 milliard d'USD en 2016, a varié entre 10 et 15% sur les sept dernières années. Doté en abondance de terres et de ressources en eau, le Belize est un grand exportateur de denrées alimentaires, principalement du sucre brut, des bananes et des agrumes, sur des marchés en expansion en Amérique du Nord, dans les Caraïbes et en Europe. Pourtant, en dépit de ressources agricoles abondantes et de marchés nationaux en expansion, le Belize couvre encore 50% de ses besoins alimentaires par des importations. La production est dominée par les grandes plantations. La productivité des petites exploitations n'est pas optimale. Nombre d'entre elles disposent de surfaces allant jusqu'à 10 hectares, mais elles en utilisent beaucoup moins pour la production. Les ressources en eau sont relativement abondantes, et lorsque la demande nationale dépasse les capacités de production des petits paysans, le pays a recours aux importations.
3. La demande de produits agricoles n'est pas une contrainte pour le développement du monde rural et de l'agriculture familiale au Belize, pas plus que l'accès à l'eau et à la terre. Bien qu'elles ne soient pas densément regroupées, les petites exploitations sont nombreuses et fournissaient, par le passé, nombre de denrées qui sont aujourd'hui importées. En dépit de tous ces avantages, le volume, la qualité et la diversité de la production demeurent faibles, essentiellement parce que les méthodes et techniques de production sont inefficaces, l'accès au marché est difficile, et les infrastructures publiques, comme les routes, le drainage et l'irrigation, sont relativement déficientes.
4. Ces contraintes sont exacerbées par le haut degré de vulnérabilité du pays aux changements climatiques. Les effets les plus visibles en sont la fréquence et l'intensité croissantes des tempêtes tropicales et des ouragans. Le Belize est l'un des pays les plus vulnérables aux changements climatiques dans le monde, et ce sont les zones rurales qui subissent la majeure partie de l'impact. Depuis 1930, un ouragan ou une tempête tropicale de grande ampleur a frappé la côte du Belize tous les deux ans et demi. Les risques émanent aussi de l'évolution des tendances

climatiques, qui se traduit par une irrégularité des épisodes de sécheresse, des inondations et des précipitations. Les petits exploitants subissent des pertes périodiques et souvent substantielles sous l'effet de ces deux types d'impact, ce qui érode leur base d'actifs naturels et financiers et, partant, sape leur capacité d'investir dans des mesures préventives de résilience.

5. Malgré ces défis, le renforcement de la capacité productive des petits paysans et de leur résilience face aux changements climatiques offre une occasion de développement sans précédent. Étant donné le potentiel d'expansion immédiate des parts de marché national grâce à la substitution des importations, l'adoption de pratiques culturelles modernes et intelligentes face aux changements climatiques, doublée d'un soutien à l'accès au marché, aurait des effets notables sur l'économie nationale, ainsi que sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté en milieu rural. Pour pouvoir apporter un appui coordonné et durable aux petits exploitants, il faut renforcer les capacités des organisations de producteurs sur les plans administratif, technique et commercial ainsi qu'en matière de services fournis aux membres. Il est nécessaire aussi, d'une part, de développer les capacités des différents ministères et agences concernés pour qu'ils puissent fournir des services appropriés en matière de vulgarisation et de renforcement des capacités de résilience des petits paysans face aux changements climatiques et, d'autre part, de formuler et d'appliquer un environnement réglementaire propice à l'échelle nationale.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. Le programme proposé est une réponse opérationnelle à la stratégie actuelle du FIDA pour le Belize. La note de stratégie de pays a été approuvée début 2017 avec les objectifs stratégiques suivants: i) construire, réhabiliter et entretenir des infrastructures rurales à l'épreuve des aléas climatiques; et ii) améliorer les capacités des petits agriculteurs d'utiliser des pratiques et techniques culturelles axées sur le marché et adaptées aux changements climatiques. Cette stratégie est alignée sur les stratégies nationales exposées dans le plan de développement à long terme du Belize, Horizon 2030, la Politique nationale pour l'alimentation et l'agriculture 2002-2020, et la Politique et stratégie nationales pour l'environnement 2014-2024. Les objectifs et priorités convenus avec le Gouvernement du Belize sont cohérents avec l'assistance fournie par d'autres partenaires de développement et la complètent. Ils se concentrent sur une courte liste de points prioritaires sur lesquels l'assistance du FIDA peut avoir le plus d'impact.

II. Description du programme

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Les données les plus récentes sur la pauvreté au Belize font état, entre 2002 et 2009, d'une hausse de la part de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, passée de 34 à 41%, et d'un accroissement de la proportion de ménages pauvres, de 24,5 à 31%.¹ Selon les estimations pour 2016, ceux-ci seraient au nombre de 37 900 au Belize.
8. Le programme aura une couverture nationale et bénéficiera directement à 6 000 ménages: 3 500 dans les communautés situées dans les zones prioritaires et 2 500 à déterminer durant la mise en œuvre. Les bénéficiaires seront des hommes et des femmes pratiquant l'agriculture familiale dans une sélection de communautés rurales ayant démontré leur volonté et leur potentiel d'amélioration de la productivité et de participation aux circuits commerciaux. Les femmes et les jeunes (garçons et filles) représenteront respectivement 40% et 20% des bénéficiaires du programme et participeront à toutes ses interventions.

¹ Évaluation de la pauvreté au Belize, 2009.

9. Dans un premier temps, le programme sera mis en œuvre dans cinq zones prioritaires (23 communautés regroupées en cinq pôles). Il s'agit des districts d'Orange Walk, de Belize, de Cayo, de Stann Creek et de Toledo.
10. Le groupe cible comprend: i) des familles rurales pauvres, définies comme indigentes, et des familles pauvres vivant au-dessous du seuil de pauvreté²; ii) des familles rurales vulnérables, ayant des revenus situés dans une tranche de 25% au-dessus du seuil de pauvreté, et menacées de pauvreté en raison des changements climatiques ou d'événements économiques exogènes; iii) des ménages disposant de moins de 10 hectares et pratiquant l'agriculture à temps plein ou partiel; et iv) des organisations de producteurs formelles ou informelles ayant la volonté et le potentiel nécessaires pour améliorer la productivité et l'accès des agriculteurs au marché. Quelque 1 700 ménages ayant ces caractéristiques ont déjà été identifiés dans les zones prioritaires du programme. Sur ce groupe, 40% sont considérés comme pauvres et 60% comme vulnérables.

B. Objectif de développement du programme

11. L'objectif de développement est de mettre en place une résilience globale aux changements climatiques par l'adoption de pratiques culturelles nouvelles ou améliorées et résilientes face aux changements climatiques, par l'accroissement et la diversification de la production agricole, et par l'amélioration de l'accès aux circuits commerciaux offrant des débouchés pour la production excédentaire.
12. Le résultat attendu de la composante 1 est l'apport d'un soutien aux bénéficiaires cibles pour qu'ils produisent et commercialisent une gamme de produits plus large et plus fiable, grâce à des pratiques culturelles résilientes face aux changements climatiques. Le résultat de la composante 2 est l'apport d'un soutien à la mise en place d'infrastructures publiques à l'épreuve des aléas climatiques et à l'offre de services à l'appui de la production des bénéficiaires ciblés et de leur accès au marché.

C. Composantes et résultats

13. Le programme proposé comprend deux composantes complémentaires, qui se renforcent mutuellement: la mise en place de filières résilientes face aux changements climatiques et la création d'infrastructures et d'actifs ruraux à l'épreuve des aléas climatiques.
14. Composante 1: mise en place de filières résilientes face aux changements climatiques. Cette composante permettra d'instaurer ou de renforcer la participation des petits paysans à une sélection de filières grâce à la promotion de méthodes de production résilientes face aux changements climatiques, à la diversification des produits et à d'autres innovations associées. Le développement des filières sera participatif et aura pour objectifs: i) de soutenir une production paysanne de haute qualité en vue de sa commercialisation; et ii) de faciliter durablement l'accès des petits agriculteurs aux marchés. De plus, cette composante favorisera l'autoconsommation et des régimes alimentaires sains en apportant un appui aux jardins potagers familiaux.
15. Trois sous-composantes viendront soutenir l'intégration des petits paysans dans les filières, dans une optique de résilience face aux changements climatiques: i) plans d'infrastructures et de production; ii) renforcement des organisations de producteurs; et iii) construction de filières axées sur le marché.

² Les définitions de la pauvreté et de la vulnérabilité socioéconomique aux changements climatiques prennent en considération les paramètres suivants: exposition au risque de changements climatiques, degré auquel les petits exploitants produisent pour leur seule subsistance, proportion de l'exploitation cultivée (parfois seule une petite partie d'une superficie de 20 hectares est exploitée), et appartenance aux catégories femmes et jeunes, qui représentent respectivement 30 et 37% des petits agriculteurs.

16. Composante 2: création d'infrastructures et d'actifs ruraux à l'épreuve des aléas climatiques. Cette composante vise à soutenir une productivité résiliente face aux changements climatiques et une amélioration de l'accès au marché grâce à la réhabilitation des routes et à la construction de nouvelles liaisons routières et d'ouvrages de drainage et d'irrigation.
17. Les propositions d'investissements dans les infrastructures seront alignées sur les plans d'infrastructure et de production ainsi que sur les plans d'activité, et devront avoir le potentiel de: i) réduire la vulnérabilité des petits agriculteurs et des infrastructures face aux changements climatiques; et ii) renforcer les opportunités économiques et les revenus des petits paysans. Le but global est de mettre en place des infrastructures à l'épreuve des aléas climatiques, permettant aux petites exploitations et aux entreprises rurales d'améliorer leurs opportunités, tout en desservant le plus grand nombre possible de bénéficiaires directs et indirects.
18. Les principaux types d'infrastructure à usage public seront admissibles au titre de cette composante, notamment: i) les routes locales et de desserte ainsi que les ouvrages auxiliaires tels que ponts et ponceaux; et ii) les petits réseaux d'irrigation et de drainage. Les trois sous-composantes sont les suivantes:
 sous-composante 2.1: Investissement dans l'amélioration des routes rurales;
 sous-composante 2.2: Investissement dans les petits réseaux d'irrigation et de drainage; et sous-composante 2.3: Système d'information sur le climat.

III. Exécution du programme

A. Approche

19. Le programme propose une approche globale visant à réduire l'incidence des effets des changements climatiques sur les petits agriculteurs en renforçant leur résilience économique, sociale et environnementale, ainsi que leur capacité à se remettre des épisodes de grande difficulté.
20. Parallèlement, il cherche à alléger les contraintes pesant sur l'agriculture paysanne afin de rendre la production agricole plus durable et d'améliorer l'accès au marché. Pour ce faire, il encouragera l'adoption de pratiques agricoles et techniques de production résilientes face aux changements climatiques, il investira dans des infrastructures publiques et privées à l'épreuve des aléas climatiques, il soutiendra les organisations de producteurs, et il renforcera les filières ainsi que la capacité des petits exploitants de répondre à la demande du marché.
21. L'approche du programme est transparente et participative: elle prend pour point de départ les besoins et les capacités de production et de commercialisation des agriculteurs, des organisations de producteurs et des institutions dans les communautés ciblées. Il fournira, en fonction de la demande, des services de renforcement des capacités, de formation, d'assistance technique et de relations commerciales en vue d'établir un accès pérenne au marché et d'aider les petits paysans à tirer parti de la hausse des prix et des revenus. L'approche retenue prévoit d'apporter un soutien actif aux femmes et aux jeunes tant au niveau de la mise en œuvre que de la participation. Grâce à des résultats et des effets spécifiques et mesurables, il sera rendu compte de la performance.
22. Enfin, la résilience des petits exploitants et leur intégration dans des filières en développement seront appuyées par des politiques publiques et des investissements dans la production de savoirs réalisés par le Ministère de l'agriculture et par les parties prenantes pertinentes en matière de politique, de recherche et d'innovation.

B. Cadre organisationnel

23. Le Programme est placé sous la tutelle du Ministère du développement économique, du pétrole, de l'investissement, des échanges et du commerce (le Ministère du

développement économique) qui en est le maître d'œuvre³. En étroite collaboration avec le Ministère du développement économique et l'Unité de gestion du programme (UGP), le Ministère de l'agriculture jouera un rôle clé dans la mise en œuvre et veillera à ce que les priorités du programme concordent avec les priorités et stratégies du secteur agricole.

24. Un Comité de supervision du programme assurera l'orientation stratégique et la surveillance du programme; c'est lui qui approuvera le plan de travail et budget annuel (PTBA) et le plan de passation des marchés, les contrats des consultants et l'acquisition des biens et travaux. Le comité sera présidé par un représentant du Ministère du développement économique et comprendra un représentant de chacun des ministères suivants: le Ministère des finances, le Ministère de l'agriculture, le Ministère des travaux publics, le Ministère du développement rural, le Ministère des ressources naturelles et l'Office national des changements climatiques. Il suivra l'avancement de la mise en œuvre grâce aux réunions et rapports mensuels de l'UGP. Le Comité de supervision du programme sera chargé de sélectionner le personnel de l'UGP.
25. La gestion et l'exécution du programme au quotidien seront assurées par l'UGP, qui siégera au Ministère du développement économique. L'UGP aura pour fonction principale d'exécuter le programme et d'en gérer le budget. Elle dirigera la mise en œuvre des composantes du programme et collaborera étroitement avec le Ministère de l'agriculture et les autres partenaires d'exécution afin que chaque composante produise les résultats escomptés.
26. Partenaires d'exécution. La réussite du programme dépendra en grande partie de l'établissement de relations viables avec les partenaires d'exécution, y compris les différentes administrations compétentes, pour la prestation des services. Ces relations seront officialisées dans le mémorandum d'accord conclu avec chaque partenaire. L'UGP sera chargée de rédiger les mémorandums d'accord, de gérer les relations avec les partenaires d'exécution et de coordonner leurs activités et services. Elle facilitera en outre l'exécution des accords passés officiellement entre les bénéficiaires, les organisations de producteurs et les établissements financiers. Ces accords préciseront les responsabilités de chaque partie dans la mise en œuvre et la performance du fonds des dons de contrepartie.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

27. Le cadre logique offre une base pour planifier, concevoir, exécuter et gérer le système de suivi-évaluation (S&E) du programme. Il définit en effet la chaîne de résultats qui sous-tend la conception, reliant les activités aux effets et résultats selon une théorie du changement et des relations de causalité. Ce système définit les critères (indicateurs et cibles) qui seront utilisés pour définir, suivre et évaluer la performance et les résultats.
28. Les activités de gestion des savoirs fourniront aux parties prenantes des informations et données utiles et actualisées sur les tendances en matière d'exécution des programmes. Le spécialiste du S&E, avec les apports des parties prenantes, conduira l'élaboration d'un plan de gestion des savoirs au début de la première année de mise en œuvre.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

29. Le Ministère du développement économique sera chargé de la gestion financière du programme; il créera à cet effet une UGP spécifique. Les aspects financiers du programme seront gérés par le responsable des finances et le comptable intégrés à l'UGP. Lors de la conception du programme, le risque fiduciaire global a été jugé

³ Le cadre organisationnel du programme est calqué sur celui du Programme de financement rural du Belize, qui a donné de très bons résultats.

faible, sous réserve de l'application des dispositions envisagées pour la gestion financière et de l'appui du FIDA.

30. Flux de fonds. Un compte désigné sera ouvert par l'emprunteur et tenu en son nom à la Banque centrale du Belize. Il sera libellé en dollars des États-Unis et utilisé exclusivement pour le dépôt des fonds provenant du prêt. Un ou plusieurs comptes en dollars du Belize (BZD) seront ouverts dans une banque sélectionnée par l'emprunteur pour recevoir les ressources provenant du compte désigné ainsi que les fonds de contrepartie.
31. Système comptable. Le programme utilisera un logiciel comptable évolué, intégré au système comptable national dans la mesure du possible et capable de produire des rapports financiers répondant aux exigences du FIDA. La mise en place d'un logiciel comptable ayant l'agrément du FIDA sera une condition préalable au décaissement. L'UGP sera chargée de préparer les états financiers annuels consolidés du programme conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public.
32. Audit. Les états financiers consolidés du programme feront l'objet d'un audit annuel par un cabinet d'audit indépendant, conformément aux normes internationales d'audit, aux exigences du FIDA et au mandat approuvé par celui-ci. Chaque année, le rapport d'audit et la lettre de recommandations y relative seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice financier.
33. Financement rétroactif. Par dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, des dépenses spécifiques effectuées entre le 2 février 2018, date d'approbation par le Groupe assurance qualité, et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement pourront être considérées comme admissibles, à concurrence d'un montant de 400 000 USD, pour des activités relatives au recrutement du personnel clé de l'UGP, à la rédaction du manuel d'exécution du projet, à la conception et à la mise en œuvre du logiciel de comptabilité, et à la réalisation d'études et de diagnostics. Pour être considérées comme admissibles, les activités à financer par la procédure de financement rétroactif, et les catégories de dépenses correspondantes, devront avoir préalablement obtenu un avis de non-objection du FIDA. Les dépenses préfinancées seront remboursées à l'emprunteur une fois remplies les conditions de décaissement.
34. Passation des marchés. La passation des marchés de biens, de travaux et de services sera menée par le Ministère du développement économique, par l'intermédiaire de l'UGP, aux termes des Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. Ces dispositions seront précisées dans le manuel d'exécution du programme et dans le plan de passation des marchés.
35. Gouvernance. Le Comité de supervision du programme sera chargé de la surveillance fiduciaire. En outre, tous les contrats et accords passés au titre du programme seront soumis au contrôle du Bureau d'inspection générale des passations de marché et devront avoir été approuvés avant signature. La bonne gouvernance du programme sera encouragée grâce à la participation des partenaires d'exécution et des bénéficiaires tant à la préparation du PTBA qu'au S&E des activités du programme.

E. Supervision

36. La fonction de supervision du FIDA sera exercée en continu et facilitera la résolution des problèmes de gestion et d'exécution dès leur apparition.
37. Les missions de supervision assureront: i) le suivi de la mise en œuvre et des résultats; et ii) le suivi de la bonne gestion et de l'utilisation avisée des ressources du programme, ainsi que le suivi de la bonne gestion des décaissements et de l'utilisation avisée des fonds, conformément aux dispositions prévues.

IV. Coût, financement et avantages du programme

A. Coût du programme

38. Le coût total du projet sur six ans, aléas financiers compris, est estimé à 20,0 millions d'USD. Le coût de base se monte à 19,43 millions d'USD, et les provisions pour aléas techniques et financiers sont estimées à 0,57 million d'USD. Les dépenses d'investissement s'élèvent à 17,27 millions d'USD, soit 86% du coût total, et les dépenses récurrentes représentent 14% du total, soit 2,73 millions d'USD.
39. Les coûts du programme ont été calculés sur la base d'un taux annuel d'inflation de 1%. Cette estimation se fonde sur les éléments suivants: le taux moyen d'inflation générale s'est élevé à 1,5% par an sur les 20 dernières années; sur les sept dernières années, il a atteint en moyenne 0,5% par an; et le taux d'inflation moyen associé au coût des biens et services correspondants (investissements principaux sur les fonds du programme) s'est élevé à 1% par an sur les 15 dernières années, sans variation notable.
40. Depuis 1981, le taux de change fixe s'établit à 2 BZD pour 1 USD, et aucune évolution de ce taux n'est attendue au cours des six prochaines années. Aucune provision pour aléas d'exécution n'a été constituée, parce qu'il n'existe pas au Belize de procédures complexes susceptibles de retarder la passation des marchés ou l'attribution des contrats.

Tableau 1

Coût du programme par composante et par source de financement (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Autres cofinanciers		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Mise en place de filières résilientes face aux changements climatiques	3 196	40	3 601	45	820	100	460	14	8 077	41
2. Infrastructures rurales résilientes face aux changements climatiques	1 811	23	4 131	52			2 541	80	8 483	42
3. Unité de gestion du projet	2 993	37	268	3			179	6	3 440	17
Total	8 000	100	8 000	100	820	100	3 180	100	20 000	100

B. Financement du programme

41. Le programme a été conçu sur deux cycles du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), avec une allocation actuelle de 5,8 millions d'USD et un déficit de financement de 2,2 millions d'USD. A l'issue des réaffectations précoces de fonds du SAFP approuvées en mars 2018, les ressources allouées au titre du SAFP couvrent désormais le montant total du déficit de financement (2,2 millions d'USD). Le programme sera donc financé comme suit: i) 8,0 millions d'USD; ii) un cofinancement attendu du Fonds vert pour le climat à hauteur de 8,0 millions d'USD; iii) une contribution de contrepartie de 3,2 millions d'USD attendue du gouvernement; et iv) une contribution de 0,8 million d'USD des bénéficiaires. La contribution du gouvernement couvrira tous les impôts et taxes ainsi que 30% du coût des infrastructures publiques, financé pari passu.
42. Une demande de cofinancement a été soumise au Fonds vert pour le climat, suite au retour positif reçu après l'envoi d'une note conceptuelle en octobre 2017. Le financement par le Fonds vert pour le climat devrait être approuvé d'ici à la fin 2018. À défaut, d'autres sources de cofinancement seront approchées par la suite. La Banque de développement des Caraïbes a déjà manifesté son intérêt pour le cofinancement de ce programme.

Tableau 2

Coût du programme par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Autres cofinanceurs		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Véhicules, matériel et fournitures	269	3	86	1			69	2	424	2
2. Dons	2 191	27	2 494	31	820	100	3	1	5 508	27
3. Consultants, formation et assistance technique	1 452	18	1 822	23			858	27	4 132	21
4. Travaux	1 648	21	3 398	42			2 159	68	7 205	36
5. Salaires et dépenses de fonctionnement	2 440	31	200	3			91	2	2 731	14
Total	8 000	100	8 000	100	820	100	3 180	100	20 000	100

C. Résumé des avantages et analyse économique

43. Pour l'analyse économique et financière, neuf modèles de production ont été élaborés en rapport avec les filières prioritaires. Ces modèles mettent en évidence les améliorations appuyées par le programme que les agriculteurs vont apporter à la production et se fondent sur une projection des revenus nets sur une période de 15 ans, y compris la période de mise en œuvre.
44. Analyse financière. L'inclusion des coûts et avantages supplémentaires dans le coût total du programme pour tous les modèles aboutit à des flux de trésorerie nets à partir desquels on obtient les indicateurs d'efficacité suivants: un taux de rentabilité interne (TRI) de 15,74% et une valeur actuelle nette (VAN), au taux d'actualisation de 10%, de 9,4 millions de BZD, soit 4,7 millions d'USD. Ce niveau de rendement ne rend pas totalement compte des avantages, car le programme apportera des avantages supplémentaires, en termes d'adaptation aux changements climatiques et de participation aux filières, qui contribueront aussi à accélérer la croissance de la production et la hausse des revenus.
45. Analyse économique. Les distorsions actuelles des prix du marché ont été prises en considération en éliminant l'effet des taxes et subventions, des influences de marché, du chômage et du taux de change afin de traduire le coût d'opportunité des ressources employées. Il en résulte un TRI estimé de 18,97% et une VAN, actualisée à 6%, de 29,0 millions de BZD (14,5 millions d'USD)⁴.

D. Durabilité

46. Les mesures de viabilité politique et institutionnelle incluront la participation et le renforcement des capacités des principales institutions supervisant les stratégies et les cadres nationaux de développement rural et agricole (Ministère du développement économique, Ministère des finances, Ministère de l'agriculture, Ministère du développement rural et Office national des changements climatiques), pour leur permettre de respecter, après l'achèvement du programme, les engagements qui ont été pris et d'appliquer les savoirs et les données d'expérience dans le contexte de nouvelles initiatives publiques.
47. De plus, le programme prévoit des activités visant à renforcer les capacités de gestion des organisations communautaires et économiques des bénéficiaires et à favoriser l'accès aux débouchés commerciaux. Les organisations de producteurs, existantes et nouvelles, seront formées à la gestion organisationnelle et à la bonne gouvernance.
48. La viabilité environnementale sera encouragée par l'adoption de pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques et d'une gestion durable des

⁴ L'estimation a été réalisée au moment où les prix économiques ont été calculés pour déterminer les coûts du programme sur la base de modèles de production durables.

ressources naturelles, ce qui favorisera la production agricole et la biodiversité. À cette fin, le programme visera l'abandon de pratiques non durables telles que les cultures sur brûlis et l'application d'engrais et de pesticides chimiques, qui provoquent la dégradation des sols, le déboisement, la pénurie d'eau et les inondations.

49. Enfin, la viabilité de la gestion des actifs publics sera encouragée par la création ou le renforcement d'institutions gouvernementales chargées d'entretenir les infrastructures publiques et par la création d'associations d'usagers de l'eau.

E. Recensement et atténuation des risques

50. Au niveau du pays, les principaux risques sont les suivants: i) il se peut que les priorités du gouvernement ne soient pas toujours alignées sur les procédures établies pour la sélection des propositions d'investissement; ii) le Ministère de l'agriculture n'a peut-être pas les capacités nécessaires pour fournir de bons conseils techniques aux agriculteurs dans l'optique des buts du programme; et iii) l'exploitation et la maintenance des actifs construits et réhabilités pourraient être déficientes à moyen ou long terme. Les mesures d'atténuation prévues sont les suivantes: i) une approche inclusive, impliquant toutes les parties prenantes, de la préparation du PTBA; ii) le renforcement des capacités du personnel du Ministère de l'agriculture; et iii) une assistance technique au développement institutionnel visant à limiter le risque afférent à l'exploitation et à la maintenance.
51. Au niveau du programme, deux risques principaux ont été recensés: i) des difficultés au démarrage, une forte rotation du personnel et un S&E déficient, tels que rencontrés par de précédents projets du FIDA au Belize; et ii) des effets néfastes pour l'environnement résultant des investissements du programme, comme le déboisement, des prélèvements d'eau excessifs ou un mauvais usage des produits agrochimiques. Les mesures d'atténuation prévues sont les suivantes: i) veiller à une élaboration efficace des phases clés du programme, comme la planification et la conception du démarrage et la création des systèmes; et ii) vérifier que le plan de gestion environnementale est bien mis en œuvre par l'UGP et que les autorisations environnementales requises sont bien demandées et reçues. Le plan de gestion environnementale comprend une liste de mesures d'atténuation visant à minimiser tout effet néfaste éventuel sur l'environnement.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

52. Il est à noter que ce programme est conforme aux politiques et stratégies du FIDA en matière de ciblage, d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, et qu'il respecte les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique.
53. Politique en matière de ciblage. Le document de conception présente une analyse approfondie du ciblage et des problèmes de pauvreté dans la zone du programme. Les groupes cibles ont été définis et les groupes bénéficiaires pour les activités du programme ont été identifiés.
54. Politique relative à la problématique hommes-femmes. Le document de conception est parfaitement conforme à la politique du FIDA en matière d'égalité entre les sexes. Les problèmes spécifiques auxquels sont confrontées les femmes en milieu rural ont été recensés, et les possibilités d'autonomisation économique, de représentation et d'allègement de la charge de travail ont été répertoriées.
55. Mesures de sauvegarde environnementale et sociale. Le document de conception contient une étude sur les sauvegardes environnementales et sociales, et des mesures appropriées sont décrites dans le rapport de conception du programme.
56. Changements climatiques. Le programme mènera, au démarrage, une évaluation de la vulnérabilité face aux aléas climatiques, visant à analyser la

vulnérabilité des petites exploitations en la matière au cours des cinq années prioritaires. Cette étude définira les risques et recensera les communautés, secteurs, filières et groupes sociaux les plus vulnérables, ainsi que des mesures d'atténuation.

B. Alignement et harmonisation.

57. Le programme proposé exploitera et complétera les travaux d'autres donateurs et du secteur privé, notamment un projet récemment achevé de filières de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Plan d'investissement dans la gestion de l'eau à usage agricole préparé par le Gouvernement du Belize, la Banque de développement des Caraïbes et la FAO, ainsi que la stratégie nationale d'adaptation, qui vise à répondre aux conséquences des changements climatiques pour le secteur agricole au Belize, établie par le Gouvernement du Belize en collaboration avec le Centre communautaire des Caraïbes chargé des effets des changements climatiques. Durant la mise en œuvre du programme, des complémentarités seront recherchées avec un programme sur la vulnérabilité climatique, récemment approuvé par la Banque interaméricaine de développement, et une initiative régionale en cours, financée par la Banque de développement des Caraïbes, sur l'assurance contre les risques climatiques.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

58. Comme ce programme est prévu sur deux cycles du SAFF, la transposition à plus grande échelle est intégrée à sa conception. Le programme se concentrera initialement sur 23 villages dans cinq zones prioritaires, mais il a un potentiel d'expansion et de reproduction dans d'autres communautés présentant les mêmes caractéristiques et le même type de bénéficiaires.
59. Avant de passer au deuxième cycle, les résultats et le potentiel du programme seront étudiés attentivement, en vue de reproduire à plus grande échelle les initiatives réussies. La Banque de développement des Caraïbes a manifesté son intérêt pour le cofinancement de ce programme.

D. Participation à l'élaboration des politiques

60. L'équipe de conception du projet et les partenaires ont recensé plusieurs goulets d'étranglement freinant le développement du secteur privé, principalement les tarifs douaniers et permis à l'importation, des quotas, ainsi que des lois et règlements obsolètes comme la loi sur les coopératives. Ce programme financera de larges consultations publiques avec les parties prenantes nationales et locales au sujet des obstacles au développement du secteur privé dans les filières concernées.
61. Le programme contribuera en outre à une série d'études et d'activités de recherche qui devraient aider le gouvernement à avancer sur certains domaines clés comme l'assurance contre les risques climatiques, les services environnementaux et la conversion de la production.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

62. Un accord de financement entre le Belize et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
63. Le Belize est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
64. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

65. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera au Belize un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à huit millions de dollars des États-Unis (8 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Negotiated financing agreement: "Resilient Rural Belize"

(Negotiations concluded on 19 March 2018)

Loan No.: _____

Programme Title: Resilient Rural Belize (Be-Resilient)

(the "Programme" or "Be-Resilient")

Belize (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Programme described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Programme;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 amended in 2014 and as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Programme in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is eight million United States dollars United States dollars (USD 8 000 000).

2. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen years, including a grace period of three (3) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal from the Loan have been fulfilled in accordance with Section 4.02(b) of the General Conditions and Section E of this Agreement.

3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States dollars.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 April.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 1 April and 1 October.
6. There shall be one Designated Account in United States dollars, opened by and held in the name of the Borrower in the Central Bank of Belize. It shall be used exclusively for the deposit of the loan proceeds.
7. There shall be one or more Project Accounts opened by and held in the name of the Borrower in a bank selected by the Borrower. It shall be in Belize Dollars (BZ\$) and this is where resources from the Designated Account and counterpart funds shall be deposited.
8. The Borrower shall provide counterpart financing in the amount of three millions two hundred thousand United States dollars (USD 3 200 000), which shall also include payments of taxes.

Section C

1. The Lead Programme Agency shall be the Ministry of Economic Development and Petroleum (MEDP).
2. Additional Programme Parties shall be established via Memoranda of Understanding (MoU) between the Programme and each Programme Party (Implementing Parties-IP).
3. A mid-term review shall be conducted as specified in Section 8.03 (b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the mid-term review of the implementation of the Programme.
4. The Programme Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be six (6) months later, or such later date as the Fund may designate by notice to the Borrower.
5. The procurement of goods, works and services under the Programme shall be conducted in accordance with the provisions of IFAD's Project Procurement Guidelines and Procurement Handbook as well as with the operational procedures and any other measures identified by IFAD.

Section D

The Financing shall be administered and the Programme supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional conditions precedent to the first disbursement of funds:
 - (a) The Programme Manager shall have been selected;
 - (b) The IFAD no objection to the draft Programme Implementation Manual (PIM) shall have been obtained; and
 - (c) The establishment of an accounting software acceptable to IFAD.

2. The following are designated as additional grounds for suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account:

- (a) The Programme Manager or other key Programme Staff of the PMU have been removed from the Programme without the prior consultation with the Fund;
- (b) The PIM and/or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund, after consultation with the Borrower, has determined that it has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Programme.

3. In accordance with Section 13.01 of the General Conditions this Agreement shall enter into force upon its signature of both Parties.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication, notices, requests, reports related to this Agreement:

For the Borrower:

Financial Secretary
Ministry of Finance
Sir Edney Cain Building
Belmopan
Belize

Copy to:

Chief Executive Officer
Ministry of Economic Development and Petroleum
P.O. BOX 42, Sir Edney Cain Building
Belmopan
Belize

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This agreement, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower, and shall enter into force on the date of countersignature.

BELIZE

Authorized Representative
(name and title)

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Hougbo
President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. Programme Area. The Programme will initially operate in five priority areas (23 communities, grouped in five clusters): Orange Walk District, Belize District, Cayo District, Stann Creek District and Toledo District. Other areas and communities may be included as experiences from initial interventions are assessed.

2. Target Group. The target group shall include: (i) poor rural families; (ii) vulnerable rural families; (iii) households with less than 25 acres, engaged in part-time or full-time farming; and (iv) formal and informal producers organizations with the willingness and potential for improving productivity and farmer market access.

3. Goal. The Programme aims to minimize the impacts of climatic and economic events on smallholder farmers while supporting sustainable market access for their produce.

4. Components. The Programme shall consist of the following Components:

A. Component 1: Climate Resilient Value Chains Development (CRVC). This component shall introduce/strengthen smallholder participation in select value chains through the promotion of climate resilient production methods, product diversification, and related innovations. Value chain development will be participatory, with the objectives of: (i) supporting high quality smallholders' production for commercialization; and (ii) enhancing sustainable smallholder farmer access to markets. Additionally, this component shall support self-consumption and healthy food choices through support for backyard gardens.

Subcomponent 1.1: Infrastructure and Production Plans. This subcomponent will assess and facilitate stakeholder's participation in value chain development needs in each of the five priority areas. It will result in an Infrastructure and Implementation Production Plan (IPP) for each area to guide resilient, smallholder focused value chain development. IPPs have two input studies, a Climate Vulnerability Assessment (CVA) and a Value Chains Analysis and Market Assessment (VCAMA). These complementary assessments provide the foundation for preparing the IPPs, and will inform related national policy and regulatory framework for public infrastructure investment plans found in Component 2.

Subcomponent 1.2: Strengthening of Producers' Organizations (PO). The Programme will strengthen PO capacity to improve resilient smallholder production and participation/markets access in select value chains. In addition to organizational capacity building, the programme will focus on social inclusion (youth and women), confidence building, leadership training, and rural empowerment. As a part of this commitment, the programme will train local men and women in ten POs to become professional local managers.

Subcomponent 1.3: Market-Oriented Value Chains Development. This subcomponent will address smallholder value chain participation constraints by improving market information to smallholders, enhancing linkages between farmers and buyers, improving marketing capacities, and providing targeted technical resilient production assistance/extension services. Backyard Gardens (BYGs) are also a part of this sub-component. This subcomponent has three interlinked support activities, namely:

- (i) Development of value chain Business Plans (BPs). This activity will provide Technical Assistance (TA) to support the development and implementation of PO's BPs consistent with, and supportive of priority areas IPPs.

- (ii) Matching Grant Fund (MGF): Resilient production and value chain development investments defined in PO BPs will be financed by the MGF. This MGF will support investments with the goals of: (i) increasing agricultural production climate resilience; (ii) increasing production volume and quality; (iii) climate-proofing value-chain infrastructure; and (iv) developing product value added opportunities. The MGF will be a competitive fund, open to formal and informal POs. Programme target group members receiving support from other technical areas of the Programme will be eligible for funding.

The MGF will be managed by the PMU. The MGF will promote/ support applications empowering women and youth. The MGF will have three financing windows: (i) BPs presented by formal POs; (ii) BPs presented by informal POs; and, (iii) proposals for establishing/ improving backyard gardens (presented by individuals and informal groups of beneficiaries). Proposals from larger, formal POs will typically involve more than one investment, and tranche funding, based on completion of staged investments/ activities, will be considered. Investment categories include: (i) climate resilient technologies and practices (i.e., solar panels, solar pumps or equipment, soil testing, water harvesting, agroforestry, tree nurseries); (ii) climate resilient greenhouses and equipment; (iii) climate proof storage, sorting, and packaging facilities; (iv) irrigation (e.g., boring of wells and/or installation of on farm irrigation connecting to public water systems); (v) drainage systems; (vi) beekeeping equipment; (vii) climate proof agro-processing facilities and equipment; and (viii) backyard gardens. The MGF will not finance purchase or lease of land, debt payment or refinancing, or activities harmful to the environment or communities.

- (iii) Market Support Assistance: This activity will support climate resilient production, product marketing, and market linkages. It has four activities: (a) Climate Resilient Production Planning TA; (b) Marketing TA; (c) Development of Partnerships and Market Linkages; (d) Establishment of Intermediate Markets.

B. Component 2: Climate Resilient Rural Infrastructure and Assets Development (CRRIA). This component supports climate resilient productivity and improved market access through rehabilitation and provision of new road, drainage, and irrigation infrastructure in priority areas. The overarching goal of this component is to support climate resilience infrastructure enhancing smallholder farming business/rural enterprise opportunities, while serving the largest number possible of direct and indirect Programme beneficiaries.

Subcomponent 2.1: Investment in Rural Roads Improvements (RRI). Investments will be directed at rural roads and ancillary structures most vulnerable to climate variability, and those that complement the Component 1 objectives.

Subcomponent 2.2: Investment in Small-scale Irrigation and Drainage (SSID). This subcomponent will ensure better climate, environmental, social, and economic resilience as the reliability of water supply and agricultural land management improves and directly addresses the effects of continued, documented rainfall variability.

Subcomponent 2.3: Climate Information System (CIS). This subcomponent will focus on the creation of the CIS which has the purpose of providing farmers with timely and accurate climate information, allowing them to plan production activities and minimize climate related production losses. Its functions will include climate analysis and monitoring, assessment and attribution, prediction (monthly, seasonal, decadal) and projection (centennial scale).

II. Programme Implementation Arrangements

5. Lead Programme Agency. The Ministry of Economic Development and Petroleum (MEDP) is the Lead Programme Agency (LPA) and will have overall responsibility for Programme implementation.

6. Programme Oversight Committee (POC). The POC will be chaired by a representative of the MEDP and will include one representative from each of the following parties: Ministry of Finance (MoF), Ministry Agriculture, Fisheries, Forestry, Environment and Sustainable Development (MoA), Ministry of Works (MoW), Ministry of Rural Development (MRD), Ministry of Natural Resources (MNR), and the National Climate Change Office (NCCO). It will provide strategic direction and oversight, approve Annual Work Plan and Budgets (AWPB) and Procurement Plans (PP), as well as procurement of consultants, goods, and works. It will monitor Programme implementation progress via monthly meetings and reports provided by the Programme Management Unit (PMU). The POC will oversee the recruitment of PMU staff.

7. Programme Management Unit (PMU). Day-to-day Programme management and implementation will rest with the PMU. The PMU's principal function will be Programme implementation and budgeting. This will include working with service providers, government ministries and departments, beneficiaries, producers' organizations, and municipalities in the Programme area. The PMU will assume responsibility for the timely preparation of the AWPBs and PPs to be submitted to the POC for review and approval and subsequently to IFAD for its "no-objection".

The PMU will comprise a Programme Manager, Finance Officer, Programme Accountant, Procurement Officer, Administrative Assistant, Monitoring and Evaluation Specialist, Climate Smart Agriculture Specialist, Rural Infrastructure Engineer, Rural Organization Development Specialist, Value Chain Specialist and Institutional Development Specialist for Public Infrastructure.

8. Implementing Partners. The success of the Programme will depend largely on establishing viable relationships with IPs including different government stakeholders, for the delivery of services. Relationships will be established via Memoranda of Understanding (MoU) between the Programme and each IP. The PMU will be responsible for writing MoUs, managing IP relationships, and coordination of IP activities and services. The PMU will also facilitate execution of formal agreements between beneficiaries/POs and financial institutions. These agreements will detail the responsibilities of each party in the implementation and performance of the MGF.

9. Monitoring and Evaluation (M&E). The main objectives of M&E are: (i) to provide stakeholders with data and information on the use of the Programme's resources (outputs), expected outcomes and related targets; (ii) to ensure compliance with the Programme's targeting strategy; (iii) provide the Programme with the capacity to measure outputs, outcomes, and impacts; (iv) to develop evidence-based knowledge products; and (v) to identify and address implementation challenges.

10. Knowledge Management. (KM) Knowledge management activities will provide programme stakeholders updates, insights, and trends on programme implementation. The M&E Specialist, with the input of programme stakeholders, will lead in the development of a Knowledge Management Plan (KMP) early in the first year of implementation. The KMP will outline strategies and plans for data/ knowledge collection/ documentation, consolidating information/ data, and reporting/ disseminating information to programme participants and stakeholders.

11. Programme Implementation Manual (PIM). The Programme Manager shall develop, maintain and update the PIM incorporating the relevant legal and other regulations governing the implementation of the Programme. The POC shall approve the PIM and any related amendments in the form agreed with the Fund.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of the Loan Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed thereby in each Category:

Category	Loan Amount (in USD)	Percentage of Eligible Expenditures to be financed
I. Vehicles, Equipment and Materials	240 000	100% net of taxes
II. Grants	1 970 000	100% excluding beneficiaries' contributions
III. Consultancies, Training and Technical Assistance	1 310 000	100% net of taxes
IV. Works	1 480 000	70% of total expenditures
V. Salaries and Operating Costs	2 200 000	100% net of taxes
Unallocated	800 000	
TOTAL	8 000 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Category II – Grants shall cover eligible expenditures for costs related to the investments of the MGF.
- (ii) Category IV – Works shall cover eligible expenditures for costs directly related to the improvement of rural roads as well as the construction of public irrigation systems and drainage canals.
- (iii) Category V – Salaries and operating costs shall cover eligible expenditures for salaries, vehicle maintenance, fuel, DSA and other operating expenditures.

2. Retroactive financing. As an exception to section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures incurred as of 2 February 2018, which is the date of approval by IFAD's Quality Assurance, until the date of entry into force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to four hundred thousand United States dollars (USD 400 000) for activities relating to: (i) the recruitment of key PMU personnel; (ii) the preparation of the Programme Implementation Manual; (iii) the design and implementation of the accounting and M&E software; and (iv) the production of the Market Study and diagnostics. The following categories are eligible to be covered by the retroactive financing: (i) vehicles, equipment and materials; (ii) consultancies, training and technical assistance; (iii) salaries and operating costs. Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed to the Borrower once additional conditions precedent to the first disbursement of funds specified in Section E.1 are fulfilled.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
OUTREACH	People receiving services promoted or supported by the project (40% women and 20% youth).							
	a. Number of households reached.	0	2,000	6,000	M&E system and completion study	Annual reports, mid-term report, Closing report	Project Unit	
	b. Estimated number of household members (40% women and 20% youth).	0	10,000	30,000	M&E system and completion study	Annual reports, mid-term report, Closing report	Project Unit	
Goal: To improve the resilience of poor rural households.	1. Number of rural people with strengthened resilience (by sex and age) (20%). (RIMS Impact). ⁵	0	3,000HH	6,000 HH (100% of HH;	M&E system and completion study	Annual reports, mid-term report, closing	Project Unit	No major external or internal shocks affecting Belize's economy
Development Objective: To build overall resilience to climate change by adopting new or improved climate resilient practices, increasing and diversifying agricultural production, and by facilitating their access to commercial market chains for the off-take of their surplus production.	2. Number of Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate new/ improved practices.	0	2,500	5,500	M&E system and completion study.	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit.	Continued Government commitment to country development strategy implementation -Increased production leads to expanded sales and domestic consumption. -Incomes increase through effect of enhanced production and improved market access.
Component 1. Climate Resilient Agricultural Production and Market Access								
Outcome 1.1 Smallholders produce and market larger and more reliable supply of agricultural products via climate-resilient practices.	3. Number of households reporting an increase in production due to adoption of environmentally sustainable and climate new/ improved inputs, technologies or practices.	0	800	1,600 HH (80% of HH receiving full extension/production/market services)	M&E system and completion study.	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	
	4. Number of households reporting at least 30% increase in sales value. (1.2.4)	0	800	1,600 (80% of HH receiving full extension/production/market services)	M&E system and completion study.	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	

⁵ Mandatory indicator for resilience for IFAD. Could be measured as "Reduction in time required to recover from a climate shock"; however, this will be defined with the PMU M&E Unit as early as possible during the programme life.

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Output 1.1 Strengthening of Producer Organizations (cooperatives and farmers' associations and groups).	5. Number of rural formal POs/ members supported. (2.1.3)	0 ⁶	10 (150: (40% women and 20% youth).	30 (450: (40% women and 20% youth)).	M&E system.	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit.	
Output 1.2 Training on climate-resilient agricultural practices.	6. Number of rural households engaged in climate vulnerability assessments and trained in climate resilience practices and strategies, basic agricultural production and market practices.	0	2,500 (40% women and 20% youth).	6,000 (40% women and 20% youth).	M&E system	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	
Output 1.3 Investment in climate-resilient agricultural technologies inter alia greenhouses, rehabilitation/ building of water-related infrastructure (on-farm irrigation and drainage); rehabilitation/ building of storage facilities, etc..	7. Number of facilities (covered structures, storage facilities) rehabilitated/ constructed. (2.1.6)	0	50	300	M&E system	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	
	8. Number of hectares of land brought under climate-resilient management. (3.1.4)	0	40	400	M&E system	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	
	9. Number of households with increased resilience through backyard gardens.	0	500	2000	M&E system	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	
Output 1.4 Improving small farmers' entrepreneurial capabilities to identify and exploit market opportunities.	10. Number of persons trained in business management and marketing. (2.1.2)	0	200 (40% women and 20% youth).	700 (40% women and 20% youth).	M&E system	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	
Component 2. Climate Resilient Public Infrastructure and Assets								
Outcome 2.1 Climate resilient public infrastructure and services, support production and access to markets.	11. Number of households benefitting from improved public infrastructure and climate information system	0	1,000	6,000	M&E system and completion study.	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	
Output 2.1 Multi-farm investments in public irrigation/ drainage infrastructure for climate resilience.	12. Number of people with access to agricultural water supply	0	700	1,750	M&E system	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	
Output 2.2 Improvement of rural tracks and access routes.	13. Kilometres of roads constructed, rehabilitated or upgraded to all-weather status. (2.1.5)	0	30	80	M&E system	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	
Policy (cross cutting)	14. Number of regulatory innovation and/or mechanism for climate responsive planning and development.	0	1	2	M&E system	Annual reports, mid-term report, Closing.	Project Unit	

⁶ Baseline for percentage of women in POs in priority area is 15 per cent.